



**CHARTRE DE REPRISE
DES PNEUMATIQUES USAGES
EN DECHETERIES**



OCTOBRE 2008

CHARTRE DE REPRISE DES PNEUMATIQUES USAGES EN DECHETERIES

Contexte	4
Objectif	4
Axe 1 : Catégories de pneumatiques usagés concernés par la reprise gratuite	5
Axe 2 : Catégories de pneumatiques usagés exclues de la reprise gratuite.....	5
Axe 3 : Conditions de collecte sélective par les collectivités locales	5
Axe 4 : Conditions et délais d'enlèvement	6
Axe 5 : Engagement de reprise gratuite d'ALIAPUR.....	6
Axe 6 : Engagement d'ALIAPUR auprès du monde agricole.....	6
Axe 7 : Engagement des collectivités locales auprès d'ALIAPUR.....	7
Axe 8 : Non respect des conditions de collecte et d'enlèvement par les collectivités	7
Axe 9 : Non respect du délai d'enlèvement par le collecteur agréé	7
Axe 10 : Litiges	7
Axe 11 : Suivi.....	7
Annexe 1 : Collecte de pneus poids lourds en déchèteries	7

CONTEXTE

La collecte et la valorisation des pneumatiques usagés sont encadrées par le décret 2002-1563 du 24 décembre 2002 relatif à l'élimination des pneumatiques usagés.

Afin de remplir leurs obligations, les producteurs de pneumatiques se sont principalement regroupés au sein d'un organisme : ALIAPUR.

Les collectivités locales, dès lors qu'elles collectent sélectivement les pneumatiques usagés, sont considérés comme des détenteurs et sont donc régies par la reprise gratuite des pneumatiques usagés comme défini par l'article 5 du décret. Cet article limite la reprise gratuite par l'atteinte de quotas, indexés sur les quantités mises sur le marché par le producteur l'année précédente.

Le gisement des pneumatiques usagés en provenance des collectivités locales ne représente qu'une très faible part du gisement global collecté, soit moins de 3 %. Cependant, chaque année, dès le mois de septembre, en raison de l'atteinte des quotas par les collecteurs agréés, de nombreuses collectivités se retrouvent confrontées au refus d'enlèvement gratuit de leurs pneumatiques usagés. Les volumes occupés par ces pneus en déchèteries peuvent vite devenir problématique et encombrants. De plus, la dégradation du gisement, due au prolongement du stockage en extérieur et aux intempéries, empêche leur réintégration, ultérieure, dans le cadre de la reprise gratuite. Ces pneumatiques sont alors à la charge financière des collectivités locales.

OBJECTIF

L'objectif de cette charte est de définir les conditions techniques de reprise des pneumatiques usagés véhicules légers en déchèteries, par les collectivités locales, afin que la totalité de ce gisement soit pris en charge gratuitement par la filière sans l'application des quotas.

Cette charte est cosignée par les collectivités locales, représentées par **AMORCE, l'Association des Maires de France et le Cercle National du Recyclage**, et **ALIAPUR**.

Les organismes cosignataires s'engagent à respecter et à faire respecter les différents axes de cette charte et, le cas échéant, à se concerter pour déterminer les solutions aux problématiques.

AXE 1 : CATEGORIES DE PNEUMATIQUES USAGES CONCERNEES PAR LA REPRISE GRATUITE

Seules les catégories de pneumatiques usagés provenant de véhicules légers de particuliers issus de la démonte postérieure au décret et collectés sélectivement par la collectivité locale, sont concernées par la reprise gratuite. Elles comprennent les :

- pneus de véhicules automobiles de particuliers, déjantés, provenant de véhicules de tourisme, camionnettes, 4x4x tous terrains, ...
- pneus de véhicules 2 roues de particuliers, déjantés, provenant de motos, scooters, trials, cross, enduros, ...

AXE 2 : CATEGORIES DE PNEUMATIQUES USAGES EXCLUES DE LA REPRISE GRATUITE

Du fait de leur nature non ménagère, tous pneumatiques usagés autres que les pneus provenant de véhicules légers de particuliers et collectés par la collectivité locale, sont exclus de la reprise gratuite, à savoir :

- pneus de véhicules légers provenant de professionnels ;
- pneus de poids lourds (voir annexe 1) ;
- pneus de génie civil ;
- pneus agraires ;
- pneus issus de l'ensilage ;
- ...

Il est rappelé que les pneus usagés issus de l'ensilage sont de la responsabilité des agriculteurs qui les ont amassés.

Dès lors qu'une collectivité locale collecte l'une des catégories de pneumatiques usagés exclues de la reprise gratuite, leur enlèvement et leur élimination sont à la charge technique et financière de celle-ci.

AXE 3 : CONDITIONS DE COLLECTE SELECTIVE PAR LES COLLECTIVITES LOCALES

La collectivité locale qui organise la collecte sélective des pneumatiques usagés s'engage à respecter les conditions de collecte suivantes :

- collecte en déchèterie, dans un atelier municipal ou équivalent ;
- lieu de collecte accessible par le collecteur et ne mettant pas en cause la sécurité du personnel ou l'efficacité de la collecte ;
- collecte en benne/contenant ou par empilage de 10 sur une aire propre (bétonnée, bitumée, plastifiée, ...)
- protection des pneumatiques des intempéries (bâchage ou stockage dans un lieu abrité ou fermé).

Si les conditions d'espace et d'accessibilité le permettent, et si la collectivité locale collecte, en moyenne, plus de 200 pneus véhicules légers par trimestre, sur un même lieu, la mise en place d'une benne/contenant doit être préférée. Les frais engendrés par la benne/contenant sont de la responsabilité de la collectivité.

Pour être pris en charge dans le cadre de la reprise gratuite, les pneus collectés devront :

- être exempts de tous corps étrangers : gravats, métaux, terre, ... ;
- être non souillés : huile, peinture,
- ne présenter aucune radioactivité ;
- contenir au maximum 5 % d'eau.

En cas de non respect de ces différentes conditions, le collecteur peut refuser la prise en charge d'un ou plusieurs pneumatiques ou de la totalité du lot. Ce refus déclenchera une démarche de litige entre le collecteur, et si nécessaire l'organisme pour le compte duquel il intervient, et la collectivité locale, dont les termes d'exécution sont déterminés en axe 10.

AXE 4 : CONDITIONS ET DELAIS D'ENLEVEMENT

Tout enlèvement doit faire l'objet d'une demande, par fax ou par mail, de la part de la collectivité locale auprès d'un collecteur agréé. Il est rappelé que la liste des collecteurs agréés, par département, est disponible auprès des préfetures. Chaque collectivité est libre de faire appel à un ou plusieurs collecteurs agréés.

Sous réserve du respect des conditions de reprise des axes 1, 2 et 3, la collectivité peut réaliser une demande d'enlèvement :

- pour une collecte en benne/contenant, dont le chargement a été optimisé (remplie au moins au $\frac{3}{4}$) ;
- pour une collecte en empilage, à partir de 100 pneumatiques usagés sur un même lieu.

ALIAPUR et les collecteurs agréés qui lui sont affiliés s'engagent alors à organiser l'enlèvement sous une durée maximum de 10 jours ouvrables.

Pour les collectivités ne pouvant atteindre le seuil de 100 pneumatiques usagés à l'année et sous réserve du respect des conditions de reprises des axes 1,2 et 3, **ALIAPUR** s'engage à organiser l'enlèvement gratuit 1 fois l'an d'au moins 50 unités. Une demande spécifique, par mail ou par fax, doit être faite par la collectivité locale auprès d'un collecteur agréé. Cette demande indiquera clairement que la collectivité souhaite bénéficier de « l'enlèvement gratuit annuel ». L'enlèvement par le collecteur agréé se fera sous 30 jours, notamment lors d'une tournée desservant d'autres points de collectes voisins.

AXE 5 : ENGAGEMENT DE REPRISE GRATUITE D'ALIAPUR

ALIAPUR s'engage à reprendre gratuitement la totalité des pneumatiques usagés collectés sélectivement par les collectivités locales qui respectent les conditions des axes 1, 2, 3 et 4 sur l'ensemble du territoire national et sans la contrainte des quotas.

AXE 6 : ENGAGEMENT D'ALIAPUR AUPRES DU MONDE AGRICOLE

De nombreuses collectivités locales françaises sont confrontées à la problématique de la présence massive, dans les déchèteries, de pneus issus de l'ensilage. Afin de limiter et de palier à ce phénomène, **ALIAPUR** s'engage à informer les détenteurs de pneus issus de l'ensilage, notamment au travers de toutes les instances nécessaires (professionnels agricoles, chambres d'agriculture, syndicats, fédérations, ...), de leurs responsabilités quant à l'élimination des pneus issus de l'ensilage.

AXE 7 : ENGAGEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES AUPRES D'ALIAPUR.

Afin d'orienter les pneumatiques usagés collectés en déchèteries vers les distributeurs et les professionnels, les collectivités locales s'engagent à communiquer auprès de leurs habitants pour les informer de la reprise du « 1 pour 1 » : un pneu ancien repris pour un pneu neuf acheté.

Les collectivités locales pourront utiliser les supports de communication qui leur seront mis à disposition par **ALIAPUR**.

AXE 8 : NON RESPECT DES CONDITIONS DE COLLECTE ET D'ENLEVEMENT PAR LES COLLECTIVITES

Toute collectivité ne respectant pas une ou plusieurs conditions énoncées aux axes 1, 2, 3 et 4 peut se voir refuser l'enlèvement gratuit des pneumatiques usagés par le collecteur agréé. Ce non respect des conditions pourra déclencher une démarche de litige (voir axe 10). La collectivité pourra également se faire facturer le déplacement ou l'enlèvement par le collecteur agréé.

AXE 9 : NON RESPECT DU DELAI D'ENLEVEMENT PAR LE COLLECTEUR AGREE

Toute collectivité locale dont le délai d'enlèvement, précisé en axe 4, n'est pas respecté par le collecteur pourra déclencher une démarche de litige (axe 10). Cette action permettra à **ALIAPUR** d'agir auprès du collecteur agréé pour palier au retard.

AXE 10 : LITIGES

Tout litige entre la collectivité locale et le collecteur agréé fera l'objet d'une fiche d'incident qui sera retournée à **ALIAPUR** par la collectivité locale. Cette fiche peut également être transmise aux représentants des collectivités locales (**Association des Maires de France, AMORCE, Cercle National du Recyclage**).

ALIAPUR s'engage à régler le plus rapidement possible le litige entre les différentes parties. En cas de non résolution, **ALIAPUR** ou la collectivité peut faire appel aux représentants des collectivités (**Association des Maires de France, AMORCE, Cercle National du Recyclage**) afin de solutionner le problème.

AXE 11 : SUIVI

Afin de garantir la traçabilité des pneumatiques usagés, le collecteur fournira à la collectivité locale un « bon de collecte » lors de chaque collecte.

ALIAPUR, les représentants de collectivités locales (**Association des Maires de France, AMORCE et le Cercle National du Recyclage**), les représentants du Ministère en charge de l'écologie et tout autre représentant impliqué dans la filière des pneumatiques usagés en faisant la demande, se rencontreront au sein du « Comité de suivi de la filière pneumatiques usagés ». Au travers de ce comité, un bilan annuel sera présenté et les problèmes rencontrés seront évoqués. Ce comité pourra également permettre la résolution des litiges, l'amélioration de la filière, ainsi que les éventuelles modifications de la présente charte.

Les membres de ce comité pourront se réunir autant que nécessaire.

ANNEXE 1 : COLLECTE DE PNEUS POIDS LOURDS EN DECHETERIES

Des engagements ont été pris dans le cadre de la réunion du 13 février 2008, dans les locaux du Ministère de l'Ecologie en présence des représentants du Ministère de l'écologie, de ALIAPUR et des représentants des collectivités locales (**Amorce et Cercle National du Recyclage**), et ont été confirmés par le courrier d'ALIAPUR du 13 mars 2008 référencé RC/NA/08c/067b.

Ces engagements concernent la collecte de pneus de poids lourds en déchèteries.

En effet, les collectivités s'engagent à respecter l'usage exclusif des déchèteries aux particuliers. ALIAPUR accepte, cependant, de collecter une proportion maximum de 5 % des pneumatiques de poids lourds dans les déchèteries en 2008 et de 3 % en 2009.

Ces mesures concernent les collectes en déchèteries prises en charge par ALIAPUR dans la limite des collectivités qui se sont déjà vu prendre en charge des pneumatiques de poids lourds.

Dès 2010, les pneus poids lourds qui entreront en déchèteries seront à la charge de la collectivité qui les accepte.

Pour pouvoir se faire reprendre gratuitement des pneumatiques de poids lourds, les collectivités locales devront respecter l'ensemble des conditions indiquées dans la charte, ainsi que celles du repreneur.

A chaque apport d'un pneu de poids lourds en déchèteries, la collectivité s'engage à communiquer auprès de son détenteur pour l'informer de la nature exceptionnelle de la reprise en déchèteries, de la filière « normale » d'élimination des pneus de poids lourds et de la responsabilité du détenteur sur le mode et le financement de l'élimination. Elle utilisera pour cela le support d'information qui lui sera fourni, au préalable, par ALIAPUR.

Cette charte est signée en date du 22 octobre 2008, à la Maison de la chimie à Paris, par les représentants d'ALIAPUR et des collectivités locales (AMORCE, Association des Maires de France, Cercle National du Recyclage)

Eric FABIEW
Directeur Général
ALIAPUR



Jean QUINTON
Vice-président
Cercle National du Recyclage



ALIAPUR
71 cours Albert Thomas
69003 LYON
Tél. : 04 37 91 43 20
Fax : 04 78 54 67 14
www.aliapur.fr

Cercle National du Recyclage
23 rue gosselet
59000 LILLE
Tél. : 03 20 85 85 22
Fax : 03 20 86 10 73
www.cercle-recyclage.asso.fr
www.produits-recycles.com

Jacques PELISSARD
Président
Association des Maires de France



Philippe RAPPENEAU
Vice-président
AMORCE

Association des Maires de France
41 quai d'Orsay
75343 PARIS Cedex 07
Tél. : 01 44 18 14 14
Fax : 01 44 18 14 15
www.amf.asso.fr

AMORCE
7 rue du lac
69003 LYON
Tél. : 04 72 74 09 77
Fax : 04 72 74 03 32
www.amorce.asso.fr